

**Ce que nous
avons
entendu**

**La vision d'avenir Barton : optimisation
de la croissance dans le secteur
agroalimentaire canadien**

Cette page a été intentionnellement laissée vierge.

L'Institut canadien des politiques agroalimentaires

960 avenue Carling, CEF

Immeuble 49, bureau 318

Ottawa (Ontario) K1A 0C6 Canada

+1 613-232-8008

info@capi-icpa.ca

www.capi-icpa.ca

@CdnAgriFood



Le contenu de ce document est la propriété de l'Institut canadien des politiques agroalimentaires (ICPA).

Les autres parties sont libres d'utiliser le contenu de ce document tant que l'ICPA est référencé.

REMERCIEMENTS

L'ICPA (l'Institut canadien des politiques agroalimentaires) souhaite remercier les contributions de nos partenaires et commanditaires dans l'organisation des ateliers et de la Conversation nationale portant sur la vision d'avenir Barton :

- Ag-West Bio
- Arrell Food Institute
- Fédération canadienne de l'agriculture
- Financement agricole Canada
- Fertilisants Canada
- Produits alimentaires et de consommation du Canada

De plus, nous sommes reconnaissants envers les plus de 300 participants qui ont contribué aux conversations par leurs idées, expériences et leur temps précieux. Vos perspectives et commentaires guident ce présent rapport et en est le fondement.

Préparé par : Don Buckingham, président-directeur général, ICPA, Peter W.B. Phillips, professeur, Université de la Saskatchewan; Tülay Yildirim, directrice de recherche sur la politique, ICPA, Margaret Zafiriou, associée de recherche

Plan et conception : Louise de Vynck, coordonnatrice des communications, ICPA

Pour toutes demandes par les médias :

Louise de Vynck, coordonnatrice des communications, ICPA

613-759-1029

devynckl@capi-cipa.ca



À propos de l'Institut canadien des politiques agroalimentaires

À titre de catalyseur indépendant et impartial en matière de politiques publiques, l'ICPA présente des perspectives équilibrées et documentées sur les enjeux émergents. L'Institut sert de tribune neutre permettant aux leaders du système alimentaire d'entretenir des dialogues et présenter des perspectives.

INTRODUCTION

En mars 2016, le Conseil consultatif en matière de croissance économique (CCCE) du gouvernement fédéral a été chargé par le ministre des Finances de fournir des orientations stratégiques pour les conditions nécessaires à une croissance économique forte et soutenue à long terme. Le CCCE, dirigé par Dominic Barton, a défini six secteurs et un ensemble de stratégies pour diriger la croissance économique au cours des 10 prochaines années. Le secteur de l'agroalimentaire a été désigné comme un secteur stratégique étant pourvu d'un « solide potentiel de croissance inexploité et considérable ». Il s'est fixé un objectif ambitieux de 75 milliards de dollars en exportations agroalimentaires d'ici 2027 en devenant « le chef de file mondial de confiance en matière d'aliments sains, nutritifs et durables pour le XXI^e siècle ». Environ le tiers des gains (11 G\$) devaient provenir des exportations agricoles, le reste (19 G\$), des exportations à valeur ajoutée.

Les intervenants ont entendu cet « appel aux armes ». Ils se sont rendu compte qu'il s'agissait d'une « occasion unique dans la vie » qui ne pouvait être ignorée. En réponse, l'Institut canadien des politiques agroalimentaires (ICPA) et le Forum des politiques publiques (FPP) ont lancé conjointement, en mars 2017, une série de tables rondes avec des intervenants de l'industrie de diverses provinces pour « mobiliser les chefs de file de l'ensemble du système alimentaire afin de déterminer les mesures audacieuses nécessaires pour faire du Canada une puissance de l'agroalimentaire ».ⁱ

Cependant, après l'exercice de table ronde du FPP et de l'ICPA, l'ICPA était convaincu que d'importantes questions non examinées nécessitaient un examen plus approfondi. Ainsi, à l'automne 2017, l'ICPA a lancé un plan pour tenir des ateliers portant sur « la vision d'avenir Barton : optimisation de la croissance ». Le premier a eu lieu à Ottawa en novembre 2017, et les prochains ont suivi à Saskatoon en décembre 2017 et à Guelph en mars 2018. Une « conversation nationale » de récapitulation a eu lieu à Ottawa en mai 2018.

Ces trois ateliers visaient à amorcer un dialogue sur la « qualité de la croissance » plutôt que de se concentrer uniquement sur son échelle. L'atteinte de l'objectif de 75 milliards de dollars en exportations d'ici 2027 peut être difficile, mais c'est tout à fait faisable. Toutefois, la façon d'y arriver tout en maintenant et en améliorant le capital naturel du Canada, en améliorant la santé et le bien-être des Canadiens d'aujourd'hui et de demain, et en préservant la confiance du public, est loin d'être évidente. Sans ces aspects, le secteur ne peut soutenir la croissance à long terme ni contribuer pleinement à une stratégie de croissance globale pour le Canada.

Le rôle de la science et de l'innovation est essentiel à la croissance de la « qualité ». L'innovation est essentielle pour stimuler la productivité et la compétitivité. L'innovation dans les produits, les pratiques et les politiques pourrait être la voie à suivre pour s'occuper de la durabilité et des changements climatiques. Elle pourrait aussi améliorer la santé et le bien-être des Canadiens grâce à la production d'aliments de meilleure qualité et plus nutritifs, accessibles à tous. Dans chacun des ateliers, l'ICPA a soulevé quatre questions au sujet de la stratégie de croissance du CCCE pour le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire : 1) Ces objectifs sont-ils réalistes? 2) Pourrions-nous réaliser la croissance tout en maintenant et en améliorant notre capital naturel? 3) Ces objectifs sont-ils compatibles avec d'autres objectifs stratégiques? 4) La science et l'innovation sont-elles la clé pour atteindre ces objectifs de croissance?

Les participants ont participé pleinement à la conversation, donnant des points de vue optimistes, mais honnêtes, pendant des discussions animées. Cela a permis à l'ICPA de tirer des constatations clés des ateliers dans un cadre qui présente des conclusions utiles sur les possibilités, les défis, les risques et les compromis auxquels l'industrie est confrontée, ainsi que les solutions possibles nécessaires pour libérer la croissance future de la « qualité ».

CE QUE NOUS AVONS ENTENDU

1

QUESTION – Les objectifs de croissance du rapport Barton sont-ils réalistes?

RÉPONSE – Oui, le Canada pourrait atteindre ces objectifs, mais ce ne sera pas sans défis et sans risques.

La capacité du secteur agroalimentaire canadien d'accroître ses exportations à 75 G\$ dépend dans une large mesure de la croissance des marchés d'exportation. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) prévoit que les échanges de produits agroalimentaires continueront d'augmenter au cours de la décennie 2017-2026, mais à un rythme plus lent que celui observé au cours de la décennie précédente, en raison des prévisions plus faibles de la croissance mondiale de la population et du revenu.

De nombreux pays, dont la Chine, devraient connaître un ralentissement de la croissance démographique au cours de la prochaine décennie. Dans l'ensemble, la population mondiale devrait atteindre 8,2 milliards d'ici 2026, soit une hausse par rapport à 7,3 milliards en 2016. Parallèlement, on prévoit une croissance plus lente du produit intérieur brut (PIB) au cours de la prochaine décennie. La Chine, qui a été le chef de file de la croissance du PIB mondial au cours des dix dernières années, affichera une croissance d'environ 5,9 % par année jusqu'en 2026, en baisse par rapport à plus de 8,5 % par année au cours de la dernière décennie.ⁱⁱ Cela se traduira par une croissance plus lente de la demande pour la plupart des groupes de produits comme les céréales, la viande, le poisson et les huiles végétales.ⁱⁱⁱ Cependant, la transition vers un régime plus occidental en Chine et en Inde, et la préférence pour les produits de première qualité de la classe moyenne en pleine croissance devraient compenser cette diminution.^{iv} La Chine, en particulier, s'attend à ce que sa population de la classe moyenne devienne le plus grand marché du monde.^v Cela aura des répercussions sur les exportations mondiales de produits agroalimentaires de grande valeur, comme les protéines animales, les produits biologiques et les produits salubres, sains et durables provenant des principaux pays exportateurs, comme le Canada.

1 CES OBJECTIFS SONT-ILS RÉALISTES?

POSSIBILITÉS	DÉFIS	SOLUTIONS	RISQUES/COMPROMIS
Le Canada a une bonne réputation pour ce qui est des aliments de grande qualité, propres, salubres et sains et, par conséquent, il dispose d'une base solide sur laquelle appuyer la promotion de ses produits.	La concurrence sera féroce sur le marché mondial; d'autres exportateurs ciblent également les mêmes marchés.	Accroître la valeur ajoutée et soutenir la concurrence en matière de qualité et de durabilité. Établir des systèmes d'assurance et des cadres réglementaires, et utiliser les nouvelles technologies, p. ex., la chaîne de blocs, pour la signalisation de la qualité sur les marchés.	On met trop l'accent sur les marchés d'exportation au détriment du marché intérieur. Croissance des exportations au détriment du capital naturel.
Possibilités découlant d'une forte demande mondiale de protéines et d'aliments de grande qualité. L'accord économique et commercial global (AECG) entre l'UE et le Canada a été ratifié.	Les renégociations de l'ALÉNA sont en cours sans que les résultats en soient connus. À l'heure actuelle, le Canada n'a pas d'accord commercial agroalimentaire particulier avec les marchés qui présentent le plus grand potentiel de croissance.	Négocier, ratifier et moderniser les accords commerciaux avec la Chine, l'Inde, l'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP), l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Accroître l'intelligence et la promotion des marchés et cibler des marchés sélectifs.	Risques posés par des partenaires peu fiables, c.-à-d. les États-Unis (É.-U.) et l'avenir de l'ALENA. Les subventions de nos concurrents continuent à miner notre avantage concurrentiel.
Répondre à la demande de produits de grande valeur des classes moyennes en croissance grâce à des investissements récents qui ont augmenté la capacité de transformation au Canada pour des produits plus diversifiés.	Il y a des pénuries de main-d'œuvre et de compétences. Les goulots d'étranglement de l'infrastructure pour acheminer les produits vers les marchés (rail, ports) en temps opportun. Les questions de compétitivité des coûts pour les petits transformateurs. L'automatisation peut aider à remédier aux pénuries de main-d'œuvre.	Formation et éducation pour améliorer les compétences. Programmes des travailleurs étrangers temporaires. Accélérer le traitement des immigrants qualifiés. Employer des travailleurs autochtones près des réserves. L'industrie doit investir dans son infrastructure et dans l'innovation pour améliorer sa productivité.	L'automatisation nécessitera un volet de recyclage pour combler la pénurie de main-d'œuvre qualifiée.
L'information commerciale, la promotion et la coopération réglementaire internationale pourraient servir à élargir les marchés.	Pas encore d'accord commercial avec la Chine, l'Inde. L'orientation stratégique des États-Unis crée de l'incertitude au sujet de l'ALENA et de la coopération en matière de réglementation. Le Canada n'a pas encore ratifié le PTPGP. La promotion du marché manque de ressources.	Continuer de négocier avec les États-Unis et d'autres pays. Consulter l'industrie sur les besoins en matière de réglementation. Négocier des ententes. Financer davantage la promotion des marchés et faire appel plus efficacement aux délégués commerciaux et à l'ACIA.	Incertitude des résultats.

CE QUE NOUS AVONS ENTENDU

2

QUESTION – Pourrions-nous atteindre la croissance du rapport Barton tout en maintenant et en améliorant notre capital naturel?

RÉPONSE – Le secteur agroalimentaire du Canada devrait être un fournisseur de solutions aux aléas des changements climatiques en améliorant la capacité des plantes et des sols à séquestrer davantage de carbone.

Le Canada a la chance d'appartenir à un club très exclusif où les membres sont dotés de ressources abondantes et de capital naturel, avec quelques variations régionales. Le Canada se classe presque au premier rang mondial pour ce qui est du capital naturel par habitant. Cela nous permet d'être un pays excédentaire en matière de « biocapacité »^{vi}, où nos bioressources dépassent notre « empreinte écologique »^{vii}, ce qui nous permet d'exporter une partie de l'excédent. D'autres pays n'ont pas cette chance et doivent importer des aliments pour nourrir leur population. L'épuisement des sols et de l'eau, qui a été compliqué par les impacts du changement climatique, limite la capacité de ces pays à continuer d'augmenter la production alimentaire. À titre d'exemple, les États-Unis perdent du sol dix fois plus rapidement qu'il peut se reconstituer naturellement, tandis que la Chine et l'Inde perdent du sol de 30 à 40 fois plus rapidement qu'il peut se reconstituer.^{viii} La Chine a révélé que 10 % de ses terres arables ne peuvent plus être utilisées pour la production alimentaire en raison de la pollution. L'épuisement de l'eau est également un problème, puisque plus de 11 % des exportations agricoles mondiales dépendent entièrement des eaux souterraines. Au Pakistan, aux États-Unis, en Inde et au Mexique, les réserves d'eau sous-terraines sont de plus en plus appauvries par la production et l'exportation de produits agricoles.^{ix}

Par contre, le Canada représente 7 % de l'eau douce renouvelable de la planète, et il tire parti de son agriculture qui est principalement alimentée par la pluie et donc renouvelable. Néanmoins, des indicateurs récents montrent que près de 20 % des sites d'eau surveillés (en particulier dans le centre du Canada) enregistrent une qualité de l'eau marginale ou médiocre en raison de la pollution par les éléments nutritifs provenant de sources agricoles et urbaines d'eaux usées, de substances toxiques persistantes et de produits chimiques. Les indicateurs agroenvironnementaux montrent également que 88 % des terres agricoles du centre du Canada affichent une diminution de la matière organique du sol.

Le secteur a bien réussi à réduire l'intensité des émissions de gaz à effet de serre (GES); alors que la valeur de la production agricole totale a plus que doublé depuis 2007 (en dollars constants), les émissions de GES provenant de l'activité agricole sont demeurées stables, ce qui a entraîné une diminution des émissions par unité de production. Cela est principalement attribuable à la réduction du travail du sol, à l'utilisation de cultures de couverture, à l'amélioration de la génétique animale et à l'introduction récente du programme de gérance^x des nutriments 4B, qui encourage le taux et le moment optimaux de l'utilisation des engrais. Le Canada est également l'un des pays les plus efficaces pour ce qui est des émissions de GES par unité de protéine animale produite.

2 LE CANADA POURRAIT-IL AMÉLIORER SON CAPITAL NATUREL TOUT EN ATTEIGNANT CES OBJECTIFS DE CROISSANCE?

POSSIBILITÉS	DÉFIS	SOLUTIONS	RISQUES/COMPROMIS
<p>Le Canada possède une abondance de capital naturel (terre, eau, forêts, air pur, biodiversité) et pourrait générer des retombées économiques grâce à cet avantage.</p>	<p>Les coûts réels des effets sur l'environnement découlant de l'épuisement et de la pollution du capital naturel ne se reflètent pas dans les prix, par conséquent, il y a surproduction par nous et nos concurrents, ce qui limite la quantité et la vitesse à laquelle nous pouvons améliorer le capital naturel.</p> <p>Le manque de consensus sur le choix des instruments de politique pour encourager les pratiques exemplaires pour l'amélioration du capital naturel.</p> <p>Le prix des terres agricoles autour des centres urbains ne reflète pas la pleine valeur, et les terres sont mises en valeur au détriment de l'avenir de la production agricole.</p>	<p>Il faut des politiques et des règlements novateurs pour monétiser les effets sur l'environnement.</p> <p>Une plus grande collaboration entre l'industrie et le gouvernement, doublée d'un leadership clair.</p> <p>Un règlement sur les terres pour préserver les terres agricoles et freiner l'empiètement urbain.</p>	<p>L'épuisement du capital naturel pour la croissance des exportations.</p> <p>La perte de la capacité de produire des aliments de grande qualité de façon durable.</p>
<p>Le Canada a de solides antécédents en matière d'amélioration de l'environnement au cours des 30 dernières années (qualité du sol, efficacité des émissions de GES du bétail, etc.) grâce aux innovations, aux pratiques de production améliorées et aux nouvelles technologies qui pourraient être monétisées.</p>	<p>Les améliorations environnementales n'ont pas été les mêmes partout au pays. Données et méthodologie manquantes pour les indicateurs du capital naturel et des services écosystémiques.</p> <p>Il n'y a pas de politiques pour monétiser les coûts externes.</p>	<p>Accroître la formation et l'éducation sur les meilleures pratiques de gestion environnementale.</p> <p>Apprendre des leaders.</p> <p>Améliorer et financer les données et les méthodologies.</p> <p>Moderniser la réglementation environnementale.</p> <p>Investir dans la recherche-développement (R-D) et encourager l'utilisation de nouvelles technologies (p. ex., intelligence artificielle [IA], drones, 4B, télédétection, agriculture de précision) pour améliorer le rendement environnemental du secteur.</p>	<p>Les résultats à court terme découlant des prix élevés des produits de base par rapport aux avantages à long terme des pratiques de production durable.</p>
<p>L'industrie investit dans des pratiques plus durables afin de maintenir sa réputation et la confiance du public dans ses produits.</p>	<p>La durabilité est devenue une exigence d'entrée, mais la prolifération des normes en fait un processus coûteux et déroutant.</p> <p>L'adoption lente de nouvelles technologies (p. ex., la chaîne de blocs) pour accroître la transparence tout au long de la chaîne en vue d'un meilleur rendement pour la commercialisation de produits durables.</p>	<p>Consolider le nombre de normes de durabilité.</p> <p>Accroître la sensibilisation aux avantages des nouvelles technologies pour la transparence et au rendement potentiellement plus élevé découlant de pratiques de production durable.</p>	<p>Les consommateurs et les marchés ne sont peut-être pas prêts à payer pour des pratiques durables.</p>
<p>Le secteur a la possibilité de devenir un fournisseur de solutions pour l'atténuation des GES tout en améliorant le capital naturel.</p>	<p>Les politiques relatives aux effets de l'établissement des prix/impacts environnementaux de l'agriculture ne sont pas discutées dans ce contexte.</p>	<p>Les politiques et les règlements visant à établir le prix des effets sur l'environnement et pour déterminer la valeur des biens et services environnementaux (BSE) doivent aller au-delà des taxes sur le carbone.</p> <p>Les programmes de gestion des risques de l'entreprise (GRE) doivent être remaniés afin de motiver les changements de pratiques en utilisant l'écoconformité.</p>	<p>La gestion des risques de l'entreprise (GRE) continue d'encourager les pratiques moins durables.</p>

CE QUE NOUS AVONS ENTENDU

3

QUESTION – Les objectifs de croissance du rapport Barton sont-ils compatibles avec d’autres objectifs stratégiques?

RÉPONSE – Le secteur de l’agriculture et de l’agroalimentaire est le noyau de tous ces développements stratégiques, offrant au secteur de nombreux débouchés, défis et la promesse de nouveaux partenariats en quête de solutions.

Les ateliers de l’ICPA ont eu lieu dans le cadre de l’élaboration de la Politique alimentaire nationale (PAN), de la Stratégie en matière de saine alimentation, du Partenariat canadien pour l’agriculture (PCA), du Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques et d’un éventail de nouvelles politiques d’innovation, comme l’Initiative des supergrappes. C’est pourquoi la question a été posée au sujet de l’uniformité entre ces groupes de politiques.

La Politique alimentaire nationale encourage une vision à long terme pour 1) un meilleur accès à des aliments abordables, 2) l’amélioration de la santé et de la salubrité des aliments, 3) la conservation du sol, de l’air et de l’eau et 4) la production d’aliments de qualité supérieure.

Le Programme des partenariats canadiens pour l’agriculture accorde la priorité au financement de la science et de l’innovation (S et I), de la gestion des risques de l’entreprise (GRE), de la durabilité environnementale et des changements climatiques, du marketing et de l’agriculture à valeur ajoutée.

La Stratégie en matière de saine alimentation de Santé Canada encourage 1) l’amélioration de l’information sur la saine alimentation, c.-à-d. le Guide alimentaire; 2) la signalisation de la qualité de la nutrition par l’étiquetage; 3) la protection des populations vulnérables, en particulier les enfants, contre la publicité et 4) une accessibilité accrue aux aliments nutritifs dans les collectivités du Nord.

Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques comporte notamment la tarification de la pollution par le carbone à l’échelle du pays et des mesures visant à réduire les émissions dans tous les secteurs de l’économie. Il vise également à stimuler l’innovation et la croissance tout en favorisant la conception et l’utilisation de technologies de façon à ce que les entreprises canadiennes soient concurrentielles dans l’économie mondiale à faibles émissions de carbone.

Le programme des supergrappes a reçu 950 millions de dollars qui seront partagés entre cinq grappes, y compris la supergrappe des industries des protéines du Canada dans les Prairies.^{xi}

3 D'AUTRES INITIATIVES STRATÉGIQUES SONT-ELLES COMPATIBLES AVEC CES OBJECTIFS DE CROISSANCE?

POSSIBILITÉS	DÉFIS	SOLUTIONS	RISQUES/COMPROMIS
Compte tenu du grand nombre de politiques en vigueur à l'heure actuelle (organismes sans but lucratif, PCA, Guide alimentaire, supergrappes d'innovation, coopération en matière de réglementation, etc.), il s'agit d'un moment opportun pour la coordination des politiques et le « décloisonnement ».	<p>Le financement est dispersé pour appuyer chaque initiative, sans vraiment tenir compte de la disponibilité des ressources dans l'ensemble des initiatives.</p> <p>Il est peu probable que les groupes d'intérêt des diverses initiatives se réunissent bientôt pour adopter des approches stratégiques communes.</p>	Ces initiatives sont toutes axées sur le moyen et le long terme, où la coordination est possible, mais exige une collaboration entre divers intervenants qui n'ont pas toujours travaillé ensemble.	Manque de consensus parmi les divers intervenants pour s'entendre sur diverses mesures stratégiques.
Élaboration de politiques sans créer de conflits entre les intérêts des consommateurs et des producteurs concernant l'offre d'aliments abordables et accessibles, ou d'information sur la santé et la nutrition.	<p>Une incompatibilité possible entre les aliments abordables pour les Canadiens et la rentabilité des industries agricole et alimentaire.</p> <p>Le Guide alimentaire et l'étiquetage nutritionnel peuvent décourager la consommation de certains produits agricoles.</p>	<p>Élaborer une stratégie de croissance du marché intérieur semblable à la stratégie de croissance des exportations de Barton.</p> <p>Consulter et mobiliser abondamment la société civile pour veiller à ce que l'industrie et le gouvernement soient sensibilisés aux initiatives communautaires et aux mesures stratégiques qui peuvent régler le problème d'abordabilité et d'accessibilité chez les Canadiens atteints d'insécurité alimentaire.</p> <p>Meilleure consultation et meilleure communication avec les intervenants sur les questions d'alimentation et de santé.</p>	<p>La sécurité alimentaire et des aliments abordables peuvent être une préoccupation pour la rentabilité de l'industrie.</p> <p>L'étiquetage nutritionnel peut sembler créer un préjugé contre certains aliments.</p>
L'évolution des préférences des consommateurs en matière de produits biologiques et d'aliments locaux pourrait supplanter les importations et offrir des débouchés pour les petits agriculteurs et remédier à l'insécurité alimentaire.	<p>Les règlements régissant les produits biologiques ne sont pas uniformes d'une province à l'autre.</p> <p>Les petites fermes et entreprises peuvent être moins concurrentielles sur le plan des coûts.</p>	<p>Moderniser la réglementation sur les produits biologiques.</p> <p>Reconnaître de multiples systèmes alimentaires au Canada, puisque les systèmes à petite et à grande échelle ont tous deux de la valeur, et reconnaître aussi le rôle de l'agriculture urbaine dans l'insécurité alimentaire.</p>	Cela pourrait donner l'impression que les aliments traditionnels sont insalubres ou malsains.
Financement des programmes d'innovation par Innovation, Sciences et Développement économique (ISDE) Canada pour la Supergrappe des industries des protéines.	Aucune supergrappe pour la santé, les biosciences, la transformation alimentaire ou l'utilisation durable du capital naturel.	Collaborer avec les supergrappes financées pour aborder les aspects importants de la production durable et de l'amélioration du contenu nutritionnel des produits agroalimentaires.	Choisir les gagnants plutôt que d'offrir des avantages pour l'environnement et la santé.

CE QUE NOUS AVONS ENTENDU

4

QUESTION – La science et l’innovation sont-elles la clé pour atteindre les objectifs de croissance du rapport Barton?

RÉPONSE – La question essentielle est de savoir comment nous pouvons aller de l’avant pour utiliser au mieux les nouvelles données scientifiques afin d’améliorer notre capital naturel, d’accroître la compétitivité de l’industrie et de fournir des aliments de grande qualité sur les marchés nationaux et internationaux.

La science et l’innovation ont été essentielles au progrès et à la croissance du secteur agricole et agroalimentaire canadien. De nombreuses innovations, comme les variétés de cultures, les races de bétail et les pratiques de gestion agricole, ont produit des avantages pour la santé, l’environnement et l’économie. Un certain nombre d’innovations canadiennes ont donné lieu à des améliorations importantes : le développement du canola procure des avantages pour la santé aux consommateurs du monde entier; les techniques et l’équipement de culture sans labour ont amélioré la matière organique du sol et la séquestration du carbone à l’échelle mondiale; et les améliorations de la génétique animale et de l’efficacité de l’alimentation ont réduit l’intensité des GES dans la production de protéines animales.

Mais il faut faire davantage pour garantir la livraison continue d’aliments nutritifs produits de façon durable, maintenant et à l’avenir. La science continue de dévoiler les relations complexes entre la santé des sols, des humains et des animaux et offre des possibilités de systèmes alimentaires à faible risque, à rendement plus élevé et de qualité.

Récemment, le gouvernement fédéral a accordé une attention et un financement accrus à la R-D fondamentale et au soutien de l’innovation et de la commercialisation. Dans son deuxième rapport, Barton a lui-même préconisé le financement et le soutien des entreprises pour qu’elles développent et commercialisent les innovations grâce à un marché de l’innovation, à un fonds de croissance dirigé par le secteur privé, à l’examen et à la rationalisation des programmes gouvernementaux axés sur l’innovation, et à des efforts accrus pour accéder aux talents grâce à des politiques d’immigration ciblées. Dans les budgets de 2017 et de 2018, le financement de la R-D a atteint des sommets historiques, en particulier pour la conservation des sols, de l’air et de l’eau et l’atténuation des changements climatiques. Des ressources ont été consacrées à la commercialisation et de nouvelles allocations ont été accordées aux conseils subventionnaires, au programme des chaires de recherche et aux laboratoires fédéraux. Des fonds ont également été avancés pour un Conseil national de recherches réinventé.

4 LA SCIENCE ET L'INNOVATION SONT-ELLES LA CLÉ POUR ATTEINDRE CES OBJECTIFS DE CROISSANCE?

POSSIBILITÉS	DÉFIS	SOLUTIONS	RISQUES/COMPROMIS
<p>Le Canada se classe bien sur le plan de la capacité de recherche scientifique; il possède une communauté scientifique très instruite et de bons réseaux de R-D dont découle un grand nombre de percées en sciences de la vie et en génie alimentaire, lesquelles vont de la découverte à la commercialisation en passant par l'incubation.</p>	<p>La pénurie de compétences dans certains domaines scientifiques liés à l'agriculture (c.-à-d. les vétérinaires spécialisés en gros animaux) et les sciences, la technologie, le génie et les mathématiques (STIM).</p> <p>Le manque de culture entrepreneuriale ou de prise de risques et de savoir-faire en affaires requis pour la commercialisation.</p> <p>L'agriculture n'attire pas de jeunes talentueux.</p>	<p>Encourager l'éducation et les possibilités dans les domaines liés à l'agriculture.</p> <p>Encourager la prise de risques et la capacité de commercialisation.</p> <p>Encourager les jeunes Autochtones talentueux à étudier les sciences.</p> <p>Faire passer le message que l'agriculture est une réussite moderne afin d'attirer des jeunes talentueux.</p>	
<p>Une attention et un financement accrus pour la recherche fondamentale, la science et l'innovation et la commercialisation par les gouvernements fédéral et provinciaux.</p>	<p>Le financement est réparti entre les besoins.</p> <p>Les investissements des entreprises en R-D demeurent très faibles par rapport à ceux des concurrents.</p> <p>On ne sait pas trop si le gouvernement ou l'industrie devrait diriger.</p> <p>Le cadre réglementaire nuit à l'innovation — il est lent et congestionné.</p> <p>Les organismes de réglementation sont sous-financés et manquent d'expertise pour accélérer les processus d'approbation.</p>	<p>Encourager les collaborations et les partenariats entre le gouvernement et l'industrie afin de déterminer les priorités et d'accorder des fonds.</p> <p>Accroître les investissements des entreprises en R-D et en commercialisation.</p> <p>Moderniser les cadres réglementaires pour qu'ils soient plus souples et adaptés à l'innovation.</p> <p>Fournir plus de financement aux organismes de réglementation et promouvoir le rendement axé sur les résultats.</p>	<p>On ne sait pas avec certitude si la R-D publique supplante les dépenses privées en recherche.</p> <p>Une nouvelle réflexion sur la R-D est requise.</p>
<p>Des innovations dans les variétés de cultures et le bétail ayant des avantages pour la santé, l'environnement et l'économie.</p>	<p>La confiance du public demeure un enjeu important qui empêche ou ralentit l'adoption.</p> <p>De longs délais d'approbation réglementaire.</p> <p>Un manque de cadres de réglementation pour les innovations, comme les courtes répétitions palindromiques groupées et régulièrement espacées (CRISPR) au Canada.</p>	<p>Mettre l'accent sur la mise au point de technologies présentant des avantages partagés pour la santé et l'environnement afin de maintenir la confiance du public.</p> <p>Collaborer avec la société civile pour améliorer la confiance.</p> <p>Moderniser les règlements et les cadres afin d'accélérer les délais d'approbation et d'aider l'industrie à s'adapter rapidement aux règlements entourant les nouvelles technologies.</p>	<p>Risque que les consommateurs ou les marchés n'acceptent pas les nouvelles technologies ou s'en méfient.</p> <p>Il peut y avoir un compromis entre un processus réglementaire rapide et le maintien de la confiance du public.</p>
<p>Les nouvelles technologies transforment l'agriculture en améliorant les pratiques de gestion agricole et la transparence (IA, drones de télédétection, robotique, agriculture de précision et chaîne de blocs).</p>	<p>Elles peuvent perturber l'industrie puisque des changements coûteux doivent être apportés à l'ensemble du système de gestion (c.-à-d. la nouvelle machinerie).</p> <p>Elles peuvent être lentes à adopter.</p>	<p>Éducation et sensibilisation aux avantages des nouvelles technologies.</p> <p>Subventions visant à réduire les risques et à encourager l'adoption.</p> <p>Un nouveau rôle pour le gouvernement, de la direction au partenariat avec le secteur privé en matière d'innovation.</p>	<p>L'agriculture à petite échelle pourrait ne pas être adoptée, ce qui pourrait mener à une plus grande industrialisation de l'agriculture.</p>

CONCLUSIONS

Ce qui est ressorti clairement des consultations de l'ICPA, c'est que même s'il y a un consensus selon lequel le secteur a ce qu'il faut pour atteindre les objectifs de croissance de Barton, il devra en faire davantage pour atteindre la croissance de « qualité ». Cela nécessiterait le maintien du capital naturel du Canada, l'amélioration de la santé et du bien-être des Canadiens et la préservation de la confiance du public. Cela exige une responsabilisation, une authenticité et une transparence accrues dans le système, ce qui, à son tour, devrait libérer de la valeur des acheteurs qui cherchent une certaine provenance, y compris des systèmes alimentaires sains, durables et fondés sur l'éthique. Toutefois, ce qu'il faut, c'est une définition élargie de la « valeur ajoutée » pour y inclure des améliorations de la qualité, en particulier une réduction de l'empreinte environnementale et une amélioration du contenu nutritionnel. Le Canada peut promouvoir ces innovations, ce qui nous permet d'avoir accès à de nouveaux marchés à marge plus élevée.

L'étoffement de la façon dont l'industrie doit atteindre les objectifs du rapport Barton est déjà au cœur de la *Stratégie économique du gouvernement du Canada — table agroalimentaire*. Son rapport provisoire^{xii} établit cinq priorités : 1) accroître l'innovation et saisir les occasions à valeur ajoutée; 2) adopter la technologie et faire progresser la numérisation; 3) moderniser l'infrastructure et la réglementation; 4) accroître l'accès aux marchés et augmenter les exportations; et 5) s'occuper des pénuries de main-d'œuvre et être prêt pour l'avenir.

Ces cinq priorités seront clairement nécessaires pour assurer la croissance du secteur agroalimentaire canadien. Cependant, les consultations de l'ICPA ont révélé qu'il faudra plus que ces cinq priorités pour atteindre les objectifs du rapport Barton. L'ICPA croit que nous aurons besoin de plus qu'une « simple » croissance pour atteindre les objectifs de croissance ambitieux du rapport Barton. Une croissance « de qualité » est nécessaire pour assurer la durabilité des gains dans le secteur agroalimentaire. **Cinq conclusions peuvent être tirées des ateliers portant sur la vision d'avenir Barton de l'ICPA :**

1. **OUI, NOUS POUVONS** -- Le Canada est bien placé pour atteindre les objectifs de croissance de Barton malgré le ralentissement prévu des taux de croissance de la consommation et du commerce alimentaires mondiaux au cours de la prochaine décennie. Le Canada peut devenir « le chef de file mondial de confiance des aliments sains, nutritifs et durables pour le 21^e siècle ».
2. **MAINTENIR LE CAPITAL NATUREL** -- Le fait de ne pas prendre soin du capital naturel pourrait accélérer la dégradation de l'environnement, entraînant des pertes de productivité et une érosion de la confiance du public, ce qui nuirait aux perspectives à long terme du Canada.
3. **MONÉTISER TOUS LES COÛTS ET LES AVANTAGES** -- Les Canadiens souhaitent certainement atteindre les objectifs de croissance multidimensionnels du rapport Barton, mais ces objectifs seront difficiles à atteindre à moins que l'industrie, avec l'aide du gouvernement et des milieux de la recherche, ne trouve de nouvelles façons de monétiser les aspects qualité et durabilité du programme de croissance.
4. **SAUVEGARDER LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE DES ÊTRES HUMAINS** -- La santé et le bien-être des Canadiens ne doivent pas être compromis par l'insécurité alimentaire, l'inégalité des revenus, la hausse des coûts des soins de santé et les changements climatiques. Par conséquent, notre politique alimentaire, notre politique agricole et notre politique sur les sciences et l'innovation doivent être coordonnées.
5. **CRÉER (EXPLOITER) DES CONNEXIONS DE LA PROCHAINE GÉNÉRATION** - Pour paver la voie à la réussite, de nouveaux modèles de partenariat doivent émerger pour : 1) offrir une gamme de solutions publiques et privées à des enjeux de grande importance pour le rendement futur de l'industrie et des Canadiens; et 2) réunir les communautés scientifiques et politiques et les praticiens afin de générer et de diffuser les connaissances nécessaires pour stimuler l'action.

ⁱ Institut canadien des politiques agroalimentaires et Forum des politiques publiques, « Le Canada, une puissance de l'agroalimentaire : renforcer notre compétitivité et exploiter notre potentiel », rapport de synthèse de table ronde, avril 2017. Consulté à http://www.capi-icpa.ca/pdfs/2017/PPF-CAPI_Agri-Food_PowerhouseFR.pdf

ⁱⁱ Ibid. p. 54.

ⁱⁱⁱ OCDE-FAO, Ag-Outlook, p. 22.

^{iv} FAO, Future of Food, p. 21.

^v Forum économique mondial, « [Future of Consumption in Fast Growth Consumer Markets: Chine](https://www.weforum.org/reports/future-of-consumption-in-fast-growth-consumer-markets-china) », p. 4. Consulté à : <https://www.weforum.org/reports/future-of-consumption-in-fast-growth-consumer-markets-china>.

^{vi} La « biocapacité » est un terme utilisé pour mesurer la capacité d'un pays à produire des ressources renouvelables, à fournir des terres pour les zones bâties et à fournir des services d'absorption des déchets tels que l'absorption du carbone qui a été développée par le Global Footprint Network. La biocapacité est ensuite comparée à l'« empreinte écologique » du pays, soit la quantité de terres et d'eau biologiquement productives nécessaire pour produire les ressources nécessaires aux consommateurs de la population, tout en absorbant les déchets générés, compte tenu de la technologie et de la gestion des ressources en vigueur. Source : Fédération mondiale de la faune (FMF), Le Rapport Planète vivante 2012, p. 135. Consulté à : https://www.footprintnetwork.org/content/images/uploads/LPR_2012.pdf

^{vii} FMF, p. 135.

^{viii} Global Institute for Food Security, consulté à www.gifs.ca.

^{ix} Nature, « Environmental Science : Eating Ourselves Dry » par Maite Aldaya, 30 mars 2017.

^x Le Programme de gérance des nutriments 4B est un programme de certification offert par Fertilisants Canada, décrit à : www.fertilizercanada.ca
Finances Canada, Budget de 2018, février 2018.

^{xii} Tables sectorielles de stratégies économiques du Canada, L'agroalimentaire – le secteur aujourd'hui et les possibilités pour demain (rapport provisoire) (printemps 2018).